



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – DIVISION DES PRESTATIONS
EN BATIMENT ET DE L'AUDIOVISUEL**

EXPLOITATION DES INSTALLATIONS AUDIOVISUELLES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ACCORD-CADRE 25F033

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Procédure - Forme	5
1.4. Durée	5
1.5. Montants	6
1.6. Lieux d'exécution	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	6
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales	6
2.3. Pièces fournies par le titulaire	6
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	6
3.1. Acheteur	6
3.2. Représentant du titulaire	7
3.3. Structure des équipes du titulaire	7
3.4. Formes des notifications entre les parties	7
ARTICLE 4 - PRIX	7
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	8
4.3. Variation dans les prix	8
4.4. Prestations fournies au titulaire	9
4.5. Prestations similaires	9
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
5.1. Modalités de facturation	9
5.2. Mode de règlement	9
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	10
5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	10
5.5. Présentation des demandes de paiement	10
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	11
6.1. Désignation de sous-traitants	11
6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	12
ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES	12
7.1. Avance	12
ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX	12

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	13
ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	13
10.1. Responsabilité	13
10.2. Assurances	14
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
11.1. Prestations relatives à l'exploitation	14
11.2. Émission des bons de commande	14
11.3. Engagements environnementaux	15
11.4. Engagements sociaux	16
11.5. Propriété Intellectuelle	16
ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	17
12.1. Qualité des prestations	17
12.2. Opérations de vérifications	17
12.3. Bilan	17
ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	17
13.1. Délais d'exécution	17
13.2. Pénalités	17
13.3. Pénalité pour non-respect du délai d'intervention via le service d'astreinte	17
13.4. Pénalité pour manquement ou faute dans la production et/ou la diffusion d'un programme audiovisuel	18
13.5. Pénalité pour manquement ou faute dans la gestion du trafic et des enregistrements au nodal	18
13.6. Pénalités pour manquement aux obligations de prestations et d'information	19
13.7. Pénalité pour manquement aux horaires et planning	19
13.8. Pénalité pour manquement à la sécurité informatique	19
13.9. Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant et pour travail dissimulé	19
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	20
ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	20
15.1. Résiliation	20
15.2. Litiges	20
15.3. Langue	20
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	21
16.1. Obligation de confidentialité	21
16.2. Protection des données à caractère personnel	21

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX _____ 22

Annexe I AU CCAP : protection Des données a caractère personnel _____ 23

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet principal l'exploitation des installations audiovisuelles de l'Assemblée nationale, réparties entre le Palais-Bourbon et ses annexes – Paris 7ème. Certaines prestations requièrent des personnels ayant des compétences de maintenance de niveau 1 et/ou 2.

Les prestations à la charge du titulaire sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.3. Procédure - Forme

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Il est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.4. Durée

1.4.1 Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

L'accord-cadre a une durée de 24 mois à compter du 1^{er} octobre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible expressément une fois pour la même durée. Sa durée totale maximum est de 48 mois.

La décision de reconduction est notifiée au titulaire au moins 3 mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre débute par une période de recouvrement avec le titulaire sortant courant à compter du 1^{er} octobre 2025 ou de la date de notification de l'accord-cadre, si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31 octobre 2025 inclus. Les prestations d'exploitation commencent à compter du 1^{er} novembre 2025.

1.4.2 Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 2 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5. Montants

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 500 000 € TTC sur deux ans soit 5 000 000 € TTC sur sa durée totale.

1.6. Lieux d'exécution

L'accord-cadre est exécuté dans les locaux de l'acheteur renseignés à l'article 2.2 du CCTP.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- L'AE (acte d'engagement) de l'accord-cadre dûment complété, et ses annexes dont le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;

2.2. Pièces générales

- le cahier des clauses générales applicables aux marchés de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- la charte graphique de l'Assemblée nationale ;
- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

2.3. Pièces fournies par le titulaire

- Le CRT (cadre de réponse technique) ;

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef du département audiovisuel ou toute personne désignée par ses soins.

3.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3. Structure des équipes du titulaire

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre, le titulaire remet au département audiovisuel l'organigramme définitif du personnel encadrant, en précisant, le cas échéant, la nature et le volume de la présence prévue sur site. Il transmet également pour validation *les curriculum vitae* de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur site, conformément à la proposition contenue dans son mémoire technique.

Ces personnes sont seules autorisées à assurer les prestations prévues par le présent accord-cadre.

3.4. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont unitaires définitifs.

Ils sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise des offres (cf. règlement de consultation).

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (\text{Indice}_1 / \text{Indice}_0)$$

Dans laquelle :

P_1 : prix révisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix ;

Indice_1 : dernière valeur publiée à la date anniversaire de la notification l'accord-cadre ;

Indice_0 : dernière valeur publiée à la date d'établissement des prix considérée la date limite de remise des offres (cf. règlement de consultation).

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de variation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante : si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ; si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

L'indice de référence est l'indice ICHTrev-TS (identifiant INSEE : 001565183)¹.

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés intervient la semaine suivant la date anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution et s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, arrondi à la quatrième décimale. Les prix révisés seront arrondis à la deuxième décimale.

¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

4.4. Prestations fournies au titulaire

L'Assemblée nationale informe le titulaire que ses personnels peuvent avoir accès le midi et le soir, aux restaurants en libre-service du 233 boulevard Saint-Germain et du 101 rue de l'Université, aux tarifs en vigueur pour les intervenants des entreprises extérieures.

4.5. Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum du de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque mois. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- la désignation du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- La date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale,
- Le prix unitaire HT de la prestation,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Le montant total TTC des fournitures livrées / prestations exécutées,
- Le nom du service destinataire de la livraison,
- La date et l'adresse de la livraison.

5.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre pourra être résilié.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

6.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4² (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip.marches@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

² Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES

7.1. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché / de l'accord-cadre (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

10.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

10.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Prestations relatives à l'exploitation

L'exploitation consiste à gérer, à partir de l'infrastructure audiovisuelle mise à disposition par l'Assemblée nationale, toutes les opérations de mise en production permettant la réalisation de programmes audiovisuels et, plus particulièrement pour le nodal, la gestion des flux de ces programmes. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre les procédures d'exploitation adaptées et, le cas échéant, de proposer des optimisations.

Les prestations font l'objet de bons de commande.

À noter : le présent accord-cadre ne couvre pas la totalité de l'exploitation des installations audiovisuelles se déroulant au sein de l'Assemblée nationale.

D'une part, l'Assemblée nationale dispose de ses propres équipes, concernant notamment l'exploitation de la sonorisation de l'Hémicycle, de la salle Lamartine et de la cellule GILDA (Gestion des images en ligne des débats de l'Assemblée) ; d'autre part, un autre marché traite des prestations à caractère événementiel, d'autres prestataires pouvant en outre être occasionnellement sollicités en fonction des événements.

11.2. Émission des bons de commande

11.1.1 Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine selon les modalités décrites à l'article 3.2.3 du CCTP. Ils prennent la forme d'un bon de commande valant ordre de service détaillant les profils commandés, l'heure de démarrage des prestations (cette heure de démarrage correspond au commencement d'exécution des prestations commandées et n'inclut pas l'éventuel temps de préparation nécessaire) et les éventuelles spécificités ou contraintes à prendre en compte. Le lieu et le groupe d'équipements concernés par les prestations à réaliser sont mentionnés à titre indicatif mais peuvent faire l'objet d'ajustements, dans le respect des compétences des profils commandés telles que décrites au CCTP, en fonction des besoins constatés le jour de la prestation.

Pour être valable, le bon de commande doit, en outre, impérativement être revêtu de la signature d'un membre du département audiovisuel, l'absence de cette signature rendant la commande nulle. Les bons de commande donnent lieu à l'émission par le titulaire d'un état mensuel récapitulant la situation de l'exploitation au mois m. Cet état est transmis, pour constatation de service fait, au département audiovisuel et vaut facturation.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Les commandes de prestations, émises au plus tard 4 heures avant l'exécution de la prestation, effectuées à la demande de l'Assemblée nationale, ne donnent lieu à aucun supplément de rémunération par rapport aux prix du BPU.

Il en va de même pour les heures complémentaires consécutives à des modifications de l'ordre du jour ou à des prolongations des réunions prévues au-delà des heures habituelles.

Les modifications de planification des horaires de séance et de réunion qui parviendraient directement à la connaissance du titulaire doivent obligatoirement faire l'objet d'une information immédiate du département audiovisuel.

Les commandes de prestations émises, dans un délai inférieur à 4 heures de l'exécution des prestations, peuvent faire l'objet d'une majoration conformément au taux indiqué dans le BPU.

11.3. Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 à 4 (y compris véhicules électriques et hydrogène). À compter de 2024, les prestations seront exécutées par le biais de véhicules ne comportant aucune motorisation Diesel.

Les véhicules légers ($PTAC \leq 3,5$ t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO₂ de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations seront exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

11.4. Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail. Il justifie, sur simple demande du représentant de l'Assemblée nationale, des mesures mises en places pour respecter ses obligations et engagements.

11.5. Propriété Intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, le titulaire cède à l'Assemblée nationale à titre exclusif et pour la durée de la propriété intellectuelle d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, en tous pays et en toutes langues, les droits suivants :

- le droit de représenter tout ou partie des résultats et leurs traductions, par tout procédé actuel ou futur de communication au public ;
- le droit de reproduire tout ou partie des résultats et leurs traductions, sur tout support graphique et tout support d'enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique, tant actuel que futur.

Le titulaire consent, sans rémunération complémentaire, à ce que l'Assemblée nationale mette, le cas échéant, à la disposition des tiers tout ou partie des résultats.

Le titulaire garantit à l'Assemblée nationale la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Les prix proposés par le titulaire dans l'acte d'engagement incluent la cession des droits patrimoniaux dans les conditions définies ci-dessus.

ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Qualité des prestations

Les prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles ;
- aux bons de commande.

12.2. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

12.3. Bilan

Le titulaire remet au département audiovisuel chaque fin de semaine une fiche récapitulant, en regard du bon de commande initial, les prestations effectuées au cours de la semaine précédente, avec les informations suivantes : noms des exploitants ou, le cas échéant, des maintenanciers, horaires prévus, horaires réels effectués, prestations effectuées et, pour rappel, noms des rédacteurs des rapports d'exploitation prévus au CCTP).

ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

13.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande.

13.2. Pénalités

➤ Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

13.3. Pénalité pour non-respect du délai d'intervention via le service d'astreinte

Lorsque les délais contractuels définis à l'article 3.2.3 de la partie I du CCTP sont dépassés par le titulaire et entraînent un retard d'exploitation ou une exploitation en mode dégradé, celui-ci encourt une pénalité équivalente à **5 fois le coût de la prestation portée au bon de commande.**

13.4. Pénalité pour manquement ou faute dans la production et/ou la diffusion d'un programme audiovisuel

Lorsqu'un manquement ou une faute intervient dans la production d'un programme audiovisuel par le fait du titulaire, et que ce manquement ou cette faute entraîne une perturbation ou une mauvaise réalisation audiovisuelle, celui-ci encourt une pénalité équivalente à **un quart du coût de la prestation portée au bon de commande pour chaque manquement ou faute mineur et 5 fois le coût de la prestation portée au bon de commande pour un manquement ou une faute majeur**.

On entend par manquement ou faute mineur, une absence ou une erreur de titrage, des mauvais cadrages ou réglages de caméras flagrants affectant la qualité du programme, des mauvais réglages ou des erreurs de mixage perturbant la compréhension du programme, des erreurs de commutations répétées lors de la mise en image, ou plus généralement, tout incident technique ou de réalisation amenant une perturbation du programme non négligeable ou une absence d'information nécessaire à la bonne compréhension de l'évènement dont fait l'objet la captation de l'image et/ou du son.

On entend par manquement ou faute majeur, un démarrage du programme audiovisuel en retard, un enregistrement de l'image et/ou du son incomplet, des perturbations techniques importantes de l'image ou du son affectant fortement la qualité du programme, des fautes de réalisation ne faisant pas appel au respect des règles de base pour la production d'un programme audiovisuel, une mise en image ou du son d'évènements pouvant porter atteinte à l'image des participants ou à celle de l'Assemblée nationale, une perturbation manifeste du fonctionnement de l'institution engendrée par les équipes techniques, ou plus généralement, tout incident technique ou de réalisation rendant le programme impropre à une diffusion de qualité telle qu'exigée par les règles de l'art.

13.5. Pénalité pour manquement ou faute dans la gestion du trafic et des enregistrements au nodal

Lorsqu'un manquement ou une faute intervient dans le routage d'un programme audiovisuel ou dans son enregistrement par le fait du titulaire, et que ce manquement ou cette faute entraîne une absence de diffusion ou une perte totale ou partielle des programmes audiovisuels, celui-ci encourt une pénalité équivalente à **250 euros par cas de manquement ou de faute mineur constaté et à 1 500 euros par cas de manquement ou de faute majeur constaté**.

On entend par manquement ou faute mineur, toute opération provoquant un incident technique tel qu'une erreur de routage ou de traitement du signal, l'enregistrement pouvant néanmoins être corrigé et sans incidence grave sur le programme audiovisuel : à titre d'exemples, perturbation(s) sur l'image et/ou sur le son d'un programme n'altérant pas la bonne compréhension de l'évènement dont fait l'objet la captation de l'image et/ou du son, erreur de routage sur l'un des départs (télédistribution, plateforme SSI-web, chaînes TV, serveurs) en dehors des horaires de diffusion du programme audiovisuel, erreur de routage vers une chaîne TV pour une retransmission en différé, erreur de routage des canaux audio pouvant être compensée par une opération ultérieure de post-production, non lancement d'un enregistrement avec possibilité de récupération du programme par des procédés de secours, etc.

On entend par manquement ou faute majeur, toute opération provoquant un incident technique tel qu'une erreur portant sur le routage ou le traitement du signal, l'enregistrement ne pouvant alors être corrigé et avec une incidence grave sur le programme audiovisuel : à titre d'exemples, perturbation sur l'image et/ou sur le son d'un programme altérant la bonne compréhension de l'évènement dont fait l'objet la captation de l'image et/ou du son, erreur de routage sur l'un des départs (télédistribution, plateforme SSI-*web*, chaînes TV, serveurs) pour une diffusion en direct, erreur de routage des canaux audio ne pouvant plus être compensée par une opération ultérieure de post-production, non lancement d'un enregistrement et perte partielle ou totale du programme audiovisuel considéré, diffusion d'un programme audiovisuel vers l'extérieur sans autorisation des services compétents de l'Assemblée nationale, *etc.*

13.6. Pénalités pour manquement aux obligations de prestations et d'information

Une pénalité de **250 euros par jour calendaire de retard** sera appliquée en cas de non-respect de la date contractuelle définie pour les prestations suivantes définies dans le CCTP :

- absence des personnels prévus par le titulaire sur le site de l'Assemblée nationale dans le cadre des dispositions transitoires (partie IV du CCTP),

- absence de transmission dans les délais impartis des rapports d'activité prévus au 3.2.4 de la partie I du CCTP.

Une pénalité de **300 euros par cas constaté** sera appliquée en cas d'absence à l'une des réunions mensuelles décrites à l'article 3.2.5 du CCTP.

13.7. Pénalité pour manquement aux horaires et planning

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas rigoureusement les heures de début et de fin de vacation programmées et inscrites aux tableaux de services (retard, absence, abandon de poste, etc.), il encourt **par cas constaté une pénalité égale à 2 fois le coût de la prestation d'exploitation portée au bon de commande.**

13.8. Pénalité pour manquement à la sécurité informatique

Dans l'hypothèse d'un manquement à l'une des conditions générales d'exécution en matière de sécurité informatique, telles que définies à l'article 3.1.5 de la partie I du CCTP, le titulaire encourt une **pénalité de 1 000 euros par manquement constaté.**

13.9. Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant et pour travail dissimulé

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, dûment constatée, le titulaire se verra infliger une pénalité d'un montant de **5 000 euros par sous-traitant non agréé.**

En cas de non-respect des obligations énoncées à l'article 13 du CCAP relatives au travail dissimulé (article 13 du CCAP), le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **200 euros par jour calendaire jusqu'à ce qu'il ait régularisé sa situation.**

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant. Elles sont plafonnées à 30% du montant du bon de commande.

ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

15.1. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

15.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

15.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

16.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

16.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 11.5 déroge à l'article 37 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge à l'article 27.1 du CCAG.
- L'article 13.2 déroge à l'article 14 du CCAG.
- L'article 13.9 déroge à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE I AU CCAP : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Les présentes clauses (ci-après : « les clauses ») sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

Les clauses ne suffisent pas, à elles seules, pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'Assemblée nationale qui demeure le responsable de traitement.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

II. INVARIABILITE DES CLAUSES

Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations dans la présente annexe ou la mise à jour des informations qui y figurent.

Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

III. TERMINOLOGIE

Le « responsable du traitement » (article 4.7 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...)* ») : l'acheteur au sens du code de la commande publique ;

Le « sous-traitant » (article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ») : le titulaire du marché public ;

Le sous-traitant du sous-traitant ou sous-traitant ultérieur (article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* ») : le sous-traitant au sens du droit de la commande publique ;

L'« autorité de contrôle » (article 4.21 du RGPD : « *une autorité publique indépendante qui est instituée par un état membre en vertu de l'article 51* ») : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

IV. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est rappelé que les « données » auxquelles le titulaire a accès dans le cadre des présentes, constituent des connaissances antérieures.

Ces données sont et demeurent la propriété exclusive de l'Assemblée nationale qui restera l'unique propriétaire des traitements, enrichissements et améliorations qui pourraient leur être apportées.

V. INTERPRETATION

Lorsque des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et de la loi Informatique et libertés respectivement.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 et/ou par la loi Informatique et libertés, ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

VI. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la consultation, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'envoi des données et la destruction des données.

Les données à caractère personnel traitées sont, notamment, le nom, le prénom, le numéro téléphonique et le courriel (mail) des agents de l'Assemblée nationale.

Les catégories de personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel sont les agents de l'Assemblée nationale en charge de l'exécution du marché.

Les finalités du traitement sont :

- la réception des livrables ;
- la réalisation des actions de coordination et de pilotage (comitologie) ;
- la maintenance (envoi de tickets incidents) et l'exécution de la réversibilité, le cas échéant ;
- la destruction ou la transmission des données afin de protéger ces données ;

- et toutes autres finalités nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les données seront conservées durant toute la durée de l'exécution du marché.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires dans le cahier des charges du marché.

VII. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance, sauf instruction complémentaire du responsable de traitement.
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.
3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché:
 - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** (« **privacy by design** »).

6. La sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il doit recueillir préalablement et par écrit l'accord spécifique du responsable du traitement concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique (imprimé DC4). Le formulaire doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins six (6) jours avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question.

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

7. Transferts de données hors de l'Union européenne ou traitement par un prestataire soumis à un droit extraterritorial tiers

Le sous-traitant s'engage à héberger les Données exclusivement sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne ou membre de l'Espace économique européen, qu'il prenne en charge lui-même cet hébergement ou fasse appel à un Sous-traitant ultérieur.

Les opérations d'administration et de supervision du service doivent être réalisées depuis l'Union Européenne.

Le sous-traitant s'engage à informer le responsable de traitement de la localisation physique des serveurs hébergeant les données à caractère personnel.

Si le sous-traitant est localisé hors de l'Union européenne, ou s'il est localisé dans l'Union, mais soumis à un droit extraterritorial tiers, il doit préalablement fournir au responsable du traitement les garanties exigées par l'article 46 du règlement (UE) 2016/679 pour validation par le délégué à la protection des données de l'Assemblée nationale.

Le sous-traitant doit fournir au responsable de traitement une liste de l'ensemble des tiers qui peuvent accéder aux Données et des pays destinataires mise à jour. En cas de modification des pays destinataires par le sous-traitant, ce dernier doit en informer préalablement le responsable de traitement, afin qu'il puisse émettre des objections à cet égard.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

8. Le droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9. L'exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement :

Monsieur le délégué à la protection des données, Assemblée nationale,
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP
dpo@assemblee-nationale.fr

10. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant la traçabilité des échanges : courrier, courriel, télécopie. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12. Mesures de sécurité

Le responsable de traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Tout échange contenant des données à caractère personnel ou sensibles (fichiers, messages électroniques) doit faire l'objet d'un renforcement de protection (chiffrement)

13. Le sort des données

Dans un délai d'un (1) mois calendaire avant la date de fin du marché, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées. Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ;
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

14. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16. Documentation - Audit

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement, dans le délai fixé par la demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Chaque partie se réserve le droit de refuser de fournir à l'autre partie des secrets d'entreprise et de commerce, un savoir-faire opérationnel et toute information dont l'audit présenterait un risque de sécurité pour la partie auditée.

17. Non-respect des clauses et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou de la loi Informatique et libertés, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du

traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable peut également enjoindre au sous-traitant de se mettre en conformité sous astreinte, conformément à l'article « pénalités » du CCAP. En outre, en cas d'inaction ou de mesures non probantes, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

VIII. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant des audits et des inspections auprès du sous-traitant.